



DECLARATION DE LA CEDEAO SUR LA GUINEE BISSAU

La Commission de la CEDEAO a appris, avec surprise, l'annonce de la mise en place d'un soit disant « Conseil National de Transition » par le Commandement Militaire de la Junte et vingt quatre (24) partis politiques en Guinée Bissau qui gouvernera le pays sur une période de deux ans.

La CEDEAO condamne fermement cette initiative illégale qui intervient surtout après l'engagement écrit pris par la Junte, à l'issue de sa rencontre avec la délégation de haut niveau de la CEDEAO le 16 avril 2012 à Bissau, de se retirer pour permettre un retour immédiat à la normalité constitutionnelle avec la facilitation de la CEDEAO.

La Commission exprime son rejet de cette usurpation du pouvoir par le Commandement Militaire et fait savoir qu'elle ne reconnaîtra aucune transition émanant de la Junte.

La CEDEAO réitère son engagement pour la restauration immédiate de l'ordre constitutionnel en Guinée Bissau, dont les modalités sont au cœur des consultations en cours avec les différentes parties prenantes, et qui seront discutées lors du Sommet Extraordinaire de la CEDEAO prévu la semaine prochaine.

SEM Kadré Désiré Ouédraogo
Président de la Commission de la CEDEAO

Abuja, 19 Avril 2012.